

F. 92 — 1825

18 MAI 1992

Décret créant un Fonds des pensions des membres du personnel définitif de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) et de leurs ayants droit (1)

—
Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

- RTBF : Radio-Télévision belge de la Communauté française;
- décret du 3 juillet 1986 : le décret du 3 juillet 1986 relatif aux pensions de survie allouées aux ayants droit des agents définitifs de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF).

Art. 2. Il est créé à la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) un Fonds des pensions destiné à assurer la continuité du paiement des pensions de retraite, de survie et d'orphelins des membres du personnel définitif ou de leurs ayants droit et la capitalisation des réserves nécessaires à la consolidation de tout ou partie de ces pensions.

Art. 3. La RTBF met à la disposition du Fonds des pensions :

- a) les avoirs du Fonds de financement des pensions de survie de la RTBF créé à l'article 32 du décret du 3 juillet 1986;
- b) trimestriellement, le montant total des retenues qui sont faites sur la rémunération totale brute des agents statutaires, conformément à l'article 1^{er}, alinéas 2 et 3, du décret du 3 juillet 1986;
- c) trimestriellement, une allocation à charge de la RTBF dont le montant annuel est déterminé par le Conseil d'administration et inscrit au budget annuel;
- d) les quotités de pensions récupérées auprès d'autres institutions publiques dès que la loi du 14 avril 1985 établissant certaines relations entre les divers régimes de pension du secteur public aura été rendue applicable à la RTBF;
- e) les cotisations récupérées auprès de l'Office national des Pensions des Travailleurs salariés dès que la loi du 5 août 1988 établissant certaines relations entre les régimes de pension du secteur public et ceux du secteur privé aura été rendue applicable à la RTBF;
- f) les intérêts de placement des réserves;
- g) toutes sommes diverses qui seront versées au Fonds des pensions.

Art. 4. Le montant de l'allocation prévue à l'article 3, c), est fixé de manière à atteindre l'objectif de consolidation des pensions, déterminé selon des méthodes actuarielles, conformément aux dispositions de l'article 7, a) et c).

Les moyens budgétaires seront progressivement dégagés pour permettre de fixer le montant de cette allocation à un niveau compatible avec l'objectif assigné au Fonds.

A partir de 1995, le total des apports au Fonds, prévus à l'article 3, b) et c), ne pourra être inférieur à 23 p.c. de la rémunération totale brute des agents statutaires soumise à retenue conformément à l'article 1^{er}, alinéa 2, du décret du 3 juillet 1986.

Art. 5. Les avoirs du Fonds ne peuvent être affectés qu'au service des pensions du personnel définitif de la RTBF ou de leurs ayants droit.

Les avoirs du Fonds de financement des pensions de survie mis à la disposition du Fonds sont prioritairement destinés à la consolidation des pensions de survie et d'orphelins.

Art. 6. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 5, 9 et 17 du décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française, la gestion du Fonds des pensions est assurée par un comité paritaire.

Sont membres effectifs de ce comité :

- 1^o deux délégués de chacune des organisations syndicales considérées comme représentatives selon les règles fixées par l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 avril 1984 organisant les relations sociales dans les organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française;
- 2^o des membres du Conseil d'administration dont le nombre sera égal à celui des délégués des organisations syndicales.

Les membres du Conseil d'administration qui siègent comme membres effectifs du comité paritaire prévu à l'alinéa 1^{er} comprennent le président du Conseil d'administration et d'autres membres désignés par le Conseil en son sein.

Pour chaque membre effectif, il est désigné simultanément, respectivement par les organisations syndicales et par le Conseil d'administration, un membre suppléant qui le remplace en cas d'absence.

§ 2. Le fonctionnaire dirigeant de la RTBF assiste de plein droit aux séances du comité paritaire avec voix consultative.

Les commissaires de l'Exécutif exercent auprès du comité paritaire les fonctions qu'ils exercent auprès des autres organes d'administration et de contrôle de la RTBF.

§ 3. La présidence du comité paritaire est exercée par le président du Conseil d'administration de la RTBF, ou en cas d'empêchement par un vice-président désigné parmi les membres désignés au § 1^{er}, 2^o.

§ 4. L'Exécutif de la Communauté française fixe les règles de fonctionnement du comité paritaire.

Art. 7. Il incombe au comité paritaire :

- a) de déterminer le plan de financement du Fonds;
- b) d'assurer l'investissement des réserves;
- c) d'établir ou faire établir annuellement un rapport actuariel permettant d'examiner l'évolution du système et d'en corriger, le cas échéant, certains paramètres;

(1) Session extraordinaire de 1992.

Documents du Conseil. — Nos 27 — n° 1 : Projet de décret; n° 2 : Rapport.
Compte rendu intégral. — Discussion et adoption : séance du 30 avril 1992.

d) de contrôler et d'approuver chaque année la comptabilité des opérations intéressant les pensions et la gestion du Fonds des pensions.

Art. 8. Le comité paritaire peut confier à une entreprise agréée, conformément à la loi du 9 juillet 1975 sur le contrôle des assurances, tout ou partie des opérations de gestion financière, technique ou administrative du Fonds des pensions.

Tout contrat ayant cet objet sera résiliable moyennant préavis d'un an. Les frais d'un tel contrat de gestion seront pris en charge par la RTBF.

Art. 9. § 1^{er}. L'article 1^{er}, du décret du 3 juillet 1986 est complété par les alinéas suivants :

« Les membres du personnel statutaire de la RTBF contribuent au paiement des pensions de survie par une retenue sur leur rémunération totale brute, telle que définie à l'article 10 du présent décret.

Le taux de cette retenue est fixé à 6,5 p.c. ».

§ 2. Les articles 31, 32 et 33 du même décret sont abrogés.

§ 3. Dans l'article 37, § 1^{er} et § 3, du même décret, les mots « Comité de gestion du fonds de financement » sont remplacés par les mots « Comité paritaire de gestion du Fonds des pensions ».

Art. 10. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 1992.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 mai 1992.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

M. DE GALAN

—
VERTALING
—

N. 92 — 1825

18 MEI 1992. — Decreet tot oprichting van een Fonds voor de pensioenen van de vast benoemde personeelsleden van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) » en hun rechthebbenden (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet dient te worden verstaan onder :

- RTBF : « Radio-Télévision belge de la Communauté française »;
- decreet van 3 juli 1986 : het decreet van 3 juli 1986 betreffende de overlevingspensioenen toegekend aan de rechthebbenden van de vast benoemde ambtenaren van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) ».

Art. 2. Er wordt bij de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) » een Fonds voor de pensioenen opgericht om te voorzien in de ononderbroken betaling van de rust-, overlevings- en wezenpensioenen van de vast benoemde personeelsleden of van hun rechthebbenden en in de capitalisatie van de reserves die nodig zijn voor het consolideren van deze pensioenen in hun geheel of gedeeltelijk.

Art. 3. De « RTBF » stelt ter beschikking van het Fonds voor de pensioenen :

- a) het tegoed van het Fonds voor de financiering van de overlevingspensioenen van de RTBF, opgericht bij artikel 32 van het decreet van 3 juli 1986;
- b) driemaandelijks, het totale bedrag van de inhoudingen op de bruto-totale bezoldiging van de statutaire ambtenaren, overeenkomstig artikel 1, leden 2 en 3 van het decreet van 3 juli 1986;
- c) driemaandelijks, een toelage ten laste van de « RTBF » waarvan het jaarlijks bedrag door de Raad van Bestuur wordt vastgesteld en op de jaarbegroting wordt uitgetrokken;
- d) de pensioensgedeelten gerecupereerd bij andere openbare instellingen, zodra de wet van 14 april 1965 tot vaststelling van een zeker verband tussen de onderscheiden pensioenregelingen van de openbare sector van toepassing wordt verklaard op de « RTBF »;
- e) de bijdragen gerecupereerd bij de Rijksdienst voor Werknemerspensioenen, zodra de wet van 5 augustus 1968 tot vaststelling van een zeker verband tussen de pensioenstelsels van de openbare sector en die van de privé-sector van toepassing wordt verklaard op de « RTBF »;
- f) de beleggingsinteressen van de reserves;
- g) allerlei sommen die worden gestort op het Fonds voor de pensioenen.

Art. 4. Het bedrag van de in artikel 3, c) bepaalde toelage wordt zodanig vastgesteld dat het vooropgestelde doel de pensioenen te consolideren, dat bepaald wordt volgens actuariële methodes, bereikt wordt overeenkomstig de bepalingen van artikel 7, A en c).

(1) Buitengewone zitting van 1992.

Bescheiden van de Raad. — Nrs. 27. — Nr. 1 : Ontwerp van decreet; nr. 2 : Verslag. Integraal verslag. — Bespreking en aanneming : zitting van 30 april 1992.

De begrotingsmiddelen worden geleidelijk vrijgemaakt om het bedrag van deze toelage vast te kunnen stellen op een niveau dat met het aan het Fonds toegewezen doel verenigbaar is.

Vanaf 1995 mag het totaal bedrag van de inbrengen in het Fonds, voorzien bij artikel 3, b) en c), niet lager zijn dan 23 % van de bruto-totale bezoldiging van de vast benoemde ambtenaren die onderworpen is aan inhoudingen, overeenkomstig artikel 1, lid 2 van het decreet van 3 juli 1986.

Het tegoed van het Fonds mag slechts voor de pensioenen van het vast benoemd personeel van de « RTBF » of hun rechthebbenden aangewend worden.

Het tegoed van het Fonds voor de financiering van de overlevingspensioenen dat ter beschikking gesteld is van het Fonds wordt prioritair bestemd voor het consolideren van de overlevings- en wezenpensioenen.

Art. 6. § 1. In afwijking van de artikelen 5, 9 en 17 van het decreet van 12 december 1977 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française » wordt het beheer van het Fonds voor de pensioenen door een paritair comité waargenomen.

Werkende leden van dit comité zijn :

1° twee afgevaardigden van elk van de als representatief beschouwde vakorganisaties volgens de regels vastgesteld bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 april 1984 tot regeling van de sociale betrekkingen in de instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

2° leden van de raad van bestuur, wier aantal gelijk is met dat van de afgevaardigden van de vakorganisaties.

De leden van de raad van bestuur die zitting hebben als werkende leden van het paritair comité bedoeld in lid 1 zijn de voorzitter van de raad van bestuur en andere leden door en uit de raad aangewezen.

Voor elk werkend lid wordt er tegelijk, respectief door de vakorganisaties en door de raad van bestuur, een plaatsvervangend lid aangewezen dat hem in zijn afwezigheid vervangt.

§ 2. De leidend ambtenaar van de « RTBF » woont van rechtswege de vergaderingen van het paritair comité met raadgevende stem bij.

De commissarissen van de Executieve oefenen bij het paritair comité de functies uit die ze uitoefenen bij de andere bestuurs- en controleorganen van de « RTBF ».

§ 3. Het voorzitterschap van het paritair comité wordt waargenomen door de voorzitter van de raad van bestuur van de « RTBF », of, bij verhindering, door een ondervoorzitter aangewezen uit de leden vermeld in § 1, 2°.

§ 4. De Executieve van de Franse Gemeenschap stelt de werkingsregels voor het paritair comité vast.

Art. 7. Aan het paritair comité wordt opgelegd :

- a) het financieringsplan van het Fonds te bepalen;
- b) voor de belegging van de reserves te zorgen;
- c) jaarlijks een actuair verslag op te maken of te laten opmaken dat het mogelijk maakt de evolutie van het systeem te onderzoeken en zo nodig bepaalde parameters ervan te verbeteren;
- d) elk jaar de boekhouding van de verrichtingen met betrekking tot de pensioenen en het beheer van het Fonds voor de pensioenen na te zien en goed te keuren.

Art. 8. Overeenkomstig de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen mag het paritair comité alle of een deel van de verrichtingen inzake financieel, technisch of administratief beheer van het Fonds voor de pensioenen toevertrouwen aan een erkende onderneming.

Elke overeenkomst die dit ten doel heeft mag ontbonden worden mits een vooropzegperiode van één jaar. De kosten van een dergelijke beheersovereenkomst worden door de « RTBF » ten laste genomen.

Art. 9. § 1. Artikel 1 van het decreet van 3 juli 1986 wordt aangevuld met de volgende leden :

« De statutaire personeelsleden van de « RTBF » dragen bij in de betaling van de overlevingspensioenen door een inhouding op hun bruto-totale bezoldiging, zoals bepaald in artikel 10 van dit decreet.

Het cijfer van deze inhouding wordt op 6,5 pct. vastgesteld. »

§ 2. De artikelen 31, 32 en 33 van hetzelfde decreet worden opgeheven.

§ 3. In artikel 37, § 1 en § 3 van hetzelfde decreet worden de woorden « het beheerscomité van het financieringsfonds » vervangen door de woorden « Paritair Comité voor het beheer van het Fonds voor de pensioenen ».

Art. 10. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1992.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 mei 1992.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,
belast met Cultuur en Communicatie,

B. ANSELME

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek
en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs,

E. DI RUPO

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

M. DE GALAN